LA FRANCE NE PEUT PLUS ATTENDRE...

1986 nous apporte une chance historique. Celle d'un nouveau départ de la France. Celle d'une nouvelle donne. Or, seule l'union de l'opposition est prête à gouverner. Le parti socialiste, affaibli et déconsidéré, ne représente au mieux qu'un peu plus du quart des Français. Aucune autre formation politique n'est disposée à s'allier avec lui. Et surtout pas les communistes. La France socialiste n'est plus qu'une illusion perdue. Comment et avec qui les socialistes espèrent-ils gouverner ? L'opposition unie, elle, se présente à vous avec une stratégie commune, un projet commun et la volonté d'appliquer ensemble ce projet de gouvernement. Peut-on dire aux Français : "Nous vous avons demandé de voter pour nous, pour notre projet, pour notre volonté d'agir ensemble et, pourtant, nous allons nous dérober" ? Bien sûr que non. Ce serait une fuite devant les responsabilités. Ce serait une désertion. Et ce serait une faute. Car la France ne peut plus attendre.

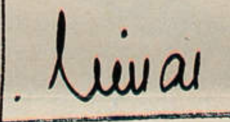
L'emprise asphyxiante de l'Etat est devenue insupportable. Les Français aspirent à une société plus libre, à un Etat qui assume avec autorité toutes les missions qui sont les siennes, mais qui ne va pas au-delà.

Différer l'alternance, l'application d'une politique nouvelle, alors que la gauche aura été désavouée, ce n'est ni possible, ni réaliste, ni digne, ni même démocratique.

L'union de l'opposition est prête. Elle respectera la Constitution, toute la Constitution. Cette loi écrite de notre pays. Elle gouvernera sans chercher à provoquer une crise de régime, mais sans concession avec le parti socialiste et sans compromis avec le Chef de l'Etat.

Et sans attendre.

Vivement demain !





DEMAIN AVEC LE RPR

Cinq ans du pouvoir de la gauche, bonjour les dégâts ! Il faudra donc réparer, remédier, réformer, redresser. Nous le ferons.

L'EMPLOI, ET SURTOUT L'EMPLOI DES JEUNES

Près d'un million de chômeurs de 16 à 24 ans, dont 54 % de femmes et de jeunes filles. Le quart des hommes de cette tranche d'âge sans travail. Les "remèdes" de la gauche n'ont pas guéri la France de ce cancer économique et social qu'est le chômage. Il faut revoir et simplifier tout le système de la formation en alternance, relancer l'apprentissage industriel, alléger le coût de la main-d'œuvre des jeunes en exonérant des charges sociales les entreprises qui les embauchent. Et aussi mettre fin aux rigidités du marché du travail. Bien des chefs d'entreprise renoncent à créer de nouveaux emplois, tant ils craignent les tracas si une mauvaise passe devait les contraindre à ralentir leur activité.
Tout cela, nous le ferons.





LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est l'héritage du Général de Gaulle. Les socialistes l'ont dilapidé et mis en péril. Ils ont aggravé la pesanteur des réglementations. Ils ont déséquilibré le système par la prolifération des préretraites et par la retraite obligatoire à 60 ans. Ils ont pénalisé les familles.
Il faut sauver la Sécurité Sociale. Ce n'est pas l'Etat qui lancera la bouée de sauvetage. Mais les organismes d'assurance-maladie, qui compléteront le régime obligatoire par la mutualité et les assurances privées.
Le "petit" risque ne sera plus autoritairement exclu des remboursements. Un budget social annuel devra être soumis au Parlement. Et l'équipement des hôpitaux, aussi bien privés que publics, adapté aux besoins locaux. La retraite à 60 ans sera maintenue, mais non obligatoire. Ceux qui partiront plus tard bénéficieront de leurs cotisations supplémentaires au-delà de 37 annuités. La médecine libérale reprendra droit de cité. Les nouvelles technologies seront mises au service des handicapés.
Tout cela, nous le ferons.





LA FAMILLE

En 4 ans, les prestations familiales ont perdu 3 % de leur pouvoir d'achat. Le taux de base des allocations pour le troisième enfant, supprimé. L'Etat désavantage fiscalement les couples mariés au profit des personnes vivant en concubinage. Faute de naissances, la France vieillit et s'affaiblit. *Il faut que le printemps succède enfin à l'hiver démographique.* Cela implique la multiplication des crèches et des haltes-garderies, avec le concours des mairies et des associations familiales ; une politique du logement qui n'oublie pas les familles nombreuses ; des horaires flexibles pour les mères de familles qui travaillent ; la généralisation du congé parental rémunéré (tel qu'il existe déjà à Paris), avec une allocation spéciale pendant deux ans et demi pour le troisième enfant, réservée aux seuls Français et aux ressortissants de l'Europe des 12.
Tout cela, nous le ferons.

IL FAUT

L'ENTREPRISE

Après les avoir torpillées, les socialistes se sont mis à célébrer les entreprises et à congratuler l'initiative privée. Mais la folle politique économique des premières années de l'alternance a précipité les dépôts de bilan, les faillites et les licenciements.
Il faut dégager l'économie de ses carcans étatiques en libérant les prix et les changes. La *libération économique est insuffisante sans libération sociale : suppression de l'autorisation* administrative de l'inspection du travail, flexibilité de la durée du travail, mise en hibernation pendant cinq ans des seuils fiscaux et sociaux qui pénalisent les entreprises ayant 10, 11 et 50 salariés. La libération doit être aussi celle des salariés eux-mêmes, grâce à la participation.
A la réglementation abusive et tatillonne sera substituée la négociation contractuelle. Les syndicats auront leur rôle à jouer. Nous respecterons le droit syndical, mais en le rénovant.
Tout cela, nous le ferons.

L'IMMIGRATION

On dénombre en France 4 millions et demi d'immigrés, en majorité originaires de pays non-européens. Des familles entières – et très nombreuses – s'installent dans notre pays. Les socialistes ont régularisé d'un seul coup, en 1981, la situation de 130.000 immigrés clandestins ou sans papier et tolère les terroristes sur notre territoire.
Il faut refuser tout à la fois le laxisme angélique de la gauche et le racisme de l'extrême-droite. Ni la démagogie, ni la xénophobie ne sont des réponses à ce problème.
Il importe, dès lors, de maîtriser les entrées aux frontières, d'expulser sur le champ les clandestins et les délinquants ; de définir un véritable contrat moral pour les étrangers en situation régulière afin qu'ils respectent nos lois et nos coutumes, favoriser l'insertion des immigrés qui le veulent. Les immigrés doivent pouvoir choisir de devenir Français, mais seulement s'ils le souhaitent vraiment.
Ceux qui ne le sont pas, ne sauraient bénéficier du droit de vote.
Enfin, une aide au retour négociée doit s'inscrire dans une politique claire, qui respecte la dignité humaine.
Tout cela, nous le ferons.







COLLECTIF

LA SÉCURITÉ

C'est la première des libertés. Et c'est un droit. Or, de 1981 à 1984, les crimes et les délits ont progressé de plus de 42 %. La barre des trois millions d'infractions a été franchie. Paris est au quatrième rang du sinistre palmarès mondial des homicides, des hold-up, des violences graves, au premier rang mondial pour les cambriolages.
Le reste de la France n'est pas épargné : partout les personnes âgées n'osent même plus sortir le soir.
Il faut gérer la sécurité, c'est-à-dire lutter contre la crise économique, les taudis, l'immigration clandestine, la drogue.
Il convient aussi d'améliorer la prévention en équipant la gendarmerie et la police et en rétablissant les opérations de contrôle d'identité, qui sont l'une des mesures indispensables de la prévention.
Une autre politique pénale est nécessaire : des procédures plus rapides, des peines effectivement appliquées, l'instauration d'une peine incompressible de substitution à la peine de mort. Mais également des formules nouvelles de détention, en particulier pour les petits délinquants que la prison pourrit irrémédiablement. Une personnalisation des peines et non plus des remises systématiques.
Tout cela, nous le ferons.

16 MARS VOUS DECIDEZ UNE FOIS POUR TOUTES

VIVEMENT DEMAIN !



L'ÉCHEC DU SOCIALISME

CHÔMAGE : l'échec majeur.
"Mon choix de société, c'est l'emploi", disait François MITTERRAND en mai 1981.
"Je serai en mesure de recruter soit sur le plan public, soit sur le plan privé 1 million de jeunes dans l'année qui vient", disait encore François MITTERRAND le 7 mai 1981.

LE RÉSULTAT :
- doublement du chômage depuis 1981,
- 1 jeune sur 3 est au chômage,
- un chômage plus dur et plus long qu'ailleurs,

et aussi :
- réduction des prestations,
- réduction de la durée d'indemnisation,
- rejet des chômeurs de longue durée vers l'aide sociale... et la nouvelle pauvreté.

ENDETTEMENT ET DÉFICITS : le gouffre.
Dette extérieure : 500 milliards de francs.
Dette intérieure : 1.150 milliards de francs.
En 1986, 10 % de nos impôts serviront à rembourser les intérêts de notre dette. Et ce sera encore pire les années suivantes.

CROISSANCE : en queue du peloton.
Entre 1975 et 1980, la France avait le taux de croissance le plus élevé des pays industrialisés : 3% l'an en moyenne.
En 1985, nous occupons le dernier rang avec 1 % de croissance, ce qui est insuffisant pour créer des emplois.

INFLATION : moins bien que les autres !
Chez nos principaux partenaires l'inflation a fortement diminué . En France, malgré le contrôle des prix, malgré la baisse du prix du pétrole et des matières premières, nous avons fait moins bien que les autres en 1985.
Où est la victoire du gouvernement socialiste ?

IMPÔTS ET CHARGES SOCIALES : la hausse !
"Si je suis élu, le prélèvement global, fiscal et social, sera maintenu au niveau de 42 %", disait François MITTERRAND en mai 1981.
De 42,8 % en 1981, nous sommes à 45,2 % en 1985 !
Chaque Français travaille près d'un jour sur deux pour l'Etat.

POUVOIR D'ACHAT : la baisse !
Baisse de 0,7 % en 1983 et de 0,6 % en 1984.
Baisse de 2,9 % du pouvoir d'achat des prestations familiales de 1980 à 1984.

LES "ACQUIS SOCIAUX" : l'illusion.
- La semaine de 39 heures ? : Elle a coûté très cher et n'a créé aucun emploi.
- La retraite à 60 ans ? : Le régime des préretraites permettait déjà de partir en retraite à 60 ans.
- La 5e semaine de congés payés ? : 3 salariés sur 5 en bénéficiaient déjà avant Mai 1981 et sa généralisation était en cours.

LE SMIC ? : Il a beaucoup augmenté pendant l'"état de grâce", mais en 1984 pour la première fois depuis 1958 le pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier a diminué (— 0,3 %).

L'INSÉCURITÉ : Un cancer qui se développe.
Bilan de la politique socialiste :
- refus de voter une peine de substitution à la peine de mort,
- libération massive ou amnistie de 12.500 prisonniers depuis 1982,
- réduction de la garde à vue,
- suppression des contrôles d'identité préventifs (pourtant indispensables à l'action de la police),
- diminution du potentiel de la police,
- justice trop lente, plus encline à absoudre le délinquant qu'à protéger la victime.

CONSÉQUENCE : Une augmentation de la délinquance et de la criminalité de 42 % depuis 1981.

L'IMMIGRATION : L'irresponsabilité :
- régulation de 130.000 clandestins aussitôt remplacés par d'autres,
- installation en France facilitée pour les familles immigrées,
- abolition des contrôles d'identité,
- droit de vote à l'étude pour les immigrés,
- naturalisation automatique à l'étude pour tout étranger résidant en France depuis 5 ans et qui ne menace pas gravement (?) l'ordre public.

16 MARS
UN SEUL TOUR
POUR ELIRE
-VOS DEPUTES
-VOS CONSEILLERS
REGIONAUX



DOLORES MARAT

